Projet « renforcement des structures de santé, en particulier dans le domaine de la planification familiale et de la santé des droits sexuels et reproductifs au Burundi » (SDSR)

Soumission au concours genre 2021 : Catégorie GG-1

Contexte

Le **Burundi** - comme beaucoup d'autres pays d'Afrique sub-saharienne - est caractérisé par une **société patriarcale**. La domination masculine est fortement ancrée dans la culture et les traditions et façonne les normes sociales, les valeurs, les relations entre les sexes ainsi que les attentes en matière de genre. Les rôles et les responsabilités ne sont pas répartis de manière égale entre les femmes et les hommes, laissant la plupart des tâches domestiques ainsi que les soins à la famille et aux enfants aux femmes, alors que les hommes sont chargés de prendre des décisions et de subvenir aux besoins de la famille. Dans la vie conjugale, les femmes sont censées être soumises à leur mari, répondre à ses désirs sexuels et lui donner des enfants. L'utilisation de la force est socialement tolérée, et selon les estimations presque la moitié de femmes de plus de 15 ans au Burundi a déjà subi des violences de la part de leur partenaire intime. Les possibilités pour les femmes de participer à la vie politique et sociale ainsi que d'exercer leurs propres activités génératrices de revenus sont limitées. Le vide juridique dans la loi sur l'héritage continue d'empêcher les femmes d'acquérir des terres en premier lieu. Elles peuvent avoir le droit de l'utiliser mais, en fin de compte, elles n'en ont aucun contrôle. Cela est étroitement lié à l'accès insuffisamment aux actifs financiers. Selon la loi, les femmes au Burundi ont le droit de voter mais leur présence dans la sphère politique est limitée à cause de préjuges qu'une carrière active en politique ne peut être conciliée avec le fait d'être une épouse et une femme attentionnée.

Certaines femmes, parmi eux femmes rurales, femmes qui appartiennent à un groupe de minorité ethnique, déplacées, femmes rapatriées, femmes vivant avec handicap, femmes célibataires, déscolarisées et veuves sont même plus ciblées par discrimination, marginalisation et exposées à la violence.

Mais plus récemment, on a pu observer que de **plus en plus de femmes au Burundi remettent en question les normes traditionnelles sur la base desquelles leur rôle "idéal" dans la société est défini**. Cela pourrait être dû aux changements économiques qui exigent que les femmes et les hommes travaillent et à l'énorme croissance démographique. Cependant, les différences entre les zones urbaines et rurales sont remarquables. Dans les milieux urbains, il n'est plus exceptionnel que les femmes prennent leurs propres décisions, expriment leurs besoins et participent activement à la vie sociale et de plus en plus à la vie politique, alors que dans les milieux ruraux, l'opinion selon laquelle les femmes sont censées obéir à leur mari persiste. Le niveau d'éducation est un autre facteur qui influence la remise en question des normes traditionnelles.

Promotion de l'égalité du genre au sein du projet

La dimension genre est systématiquement intégrée dans notre travail. Nous le considérons comme critère de qualité de notre travail.

<u>Postes décisionnels</u>

Au Projet SDSR ce sont les femmes qui occupent les postes décisionnels/supérieurs hiérarchiques : 4 femmes au total. Cette observation est aussi visible au niveau de la GIZ Burundi entière : Parmi le personnel national, les postes de direction sont occupés dans 66% des cas par des femmes, parmi le personnel international, l'équipe de gestion est actuellement représentée par cinq femmes et trois hommes.

<u>Au Niveau interne</u>

- Formation du personnel SDSR sur le genre, prévention et prise en charge des VSBG
- Formation des formateurs sur la prévention et la prise en charge communautaire VSBG
- Séance de réflexion sur l'intégration du genre dans le cycle de projet
- Un atelier avec les autres projets de la GIZ pour leur partager l'expérience sur l'inclusion dans notre projet pour une réflexion de comment inclure dans les autres projets l'approche inclusive
- Participation de toute l'équipe aux formations et séances de réflexion sur le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et sur la politique et le système de réponse en place au sein de la GIZ Burundi organisée par la PFG Burundi
- Participation aux séances organisées par la PFG du Burundi pour maîtriser l'application de la liste de contrôle GG-1 et l'application à l'interne du projet
- Présentation des approches genre pour autres collègues

<u>Au niveau externe</u>

Renforcement des capacités

- des ASBLS partenaires et d'autres partenaires occupant des postes de direction et de décision (niveau central du ministère (le PNSR), Bureau provincial sanitaire, Équipe cadre district, Titulaires CDS)
- des acteurs locaux : animateurs scolaires intervenant au niveau des les écoles pour les scolarisés et animateurs communautaires intervenant au niveau de la communauté pour pouvoir attendre les non scolarisés.

Dans les interventions du projet

Genre

- L'intégration des thèmes transversaux (genre, violence sexuelle / basée sur le genre (VS/BG) et l'inclusion sociale des personnes handicapés, des minorités ethniques et des jeunes en dehors de l'école) dans la conception, la mise en œuvre du projet
- L'intégration de ces thèmes dans le développement des matériels IEC et dans le développement des outils d'autoévaluation (CQ)
- Veiller à la prise en compte de la stratégie genre de la GIZ Burundi pour cadrer la prise en compte de cette thématique dans tout le cycle du projet SDSR
- Revue des plans opérationnels, des propositions de projet des ASBL partenaires, des plans et budget mensuels pour s'assurer s'ils sont sensibles au genre et s'ils sont inclusifs par rapport aux groupes cibles spécifiques.
- L'intégration de ces thèmes transversaux, à la planification et à la mise en œuvre
- Contribution à la désagrégation des indicateurs de résultats et des indicateurs de la matrice des résultats du projet afin d'avoir les effets différentiés des interventions menées dans les approches soutenues par le projet SDSR,
- Contribution au développement des outils de suivi et à l'intégration de ces thèmes au système de suivi et évaluation

Inclusion :

- Collaboration avec l'union des personnes vivant avec handicap du Burundi
- Formation des prestataires sur l'approche inclusive
- Formation des pairs éducateurs des personnes vivant avec handicap sur la SSR
- Des activités sont menées à l'endroit des minorités ethniques batwa

Soutien des organisations de jeunes mères célibataires

Les mères célibataires sont victimes d'un abandon collectif de la société y compris les parents et les membres de la famille proche. La maternité dans le célibat, au Burundi, est une situation extrêmement problématique pour la famille en général, et pour la fille, en particulier. Une grossesse chez une jeune fille ou femme non mariée entraine quasi systématiquement son exclusion de la société : déscolarisation, expulsion du domicile familial et rejet par la communauté. Il devient donc difficile pour une jeune mère célibataire de concevoir son avenir. Les adolescentes mères-célibataires perdent l'espoir d'un avenir meilleur et les conséquences, médicales psychologiques et sociales d'une grossesse hors mariage sont donc catastrophiques.

Les facteurs souvent à l'origine de cette situation de grossesses chez les jeunes adolescentes sont le manque d'information, manque d'éducation par les adultes, vulnérabilité face aux attentes sociales et la pression des garçons et hommes : pression du mariage côté société et famille, pression des relations sexuelles par le garçon/homme, naïveté, etc.).

La GIZ dans son approche inclusive, a ciblé les mères célibataires comme catégorie de jeunes vulnérables pour ses interventions de promotion des droits et de la santé sexuelle et reproductive. Il a d'abord initié en 2014 la création de l'association de mères célibataires SENGE qui signifie tantine en français. Les membres de cette association ont depuis mené des activités de sensibilisation auprès des jeunes pour les prévenir des risques des grossesses précoces et leurs conséquences. A travers l'expérience de l'accompagnement du groupement de mères célibataires SENGE dans la province de Mwaro, l'équipe du projet a pris conscience du potentiel de ces jeunes femmes en tant qu'acteurs de changement et a souhaité encourager la création de groupements de solidarité de mères célibataires dans les autres RSPSJ appuyés par le projet. Les jeunes mères célibataires constituent une catégorie sociale marginalisée et peu sont suffisamment intégrées dans la communauté pour avoir accès à ces groupements de solidarité. En tant que groupe constitué, les groupements de mères célibataires peuvent être soutenus par d'autres acteurs communautaires (centre de santé, animateurs communautaires, écoles, associations locales…etc.) formés en réseaux autour des CDS. Ces réseaux étant chargés de coordonner la promotion de la santé sexuelle et reproductive des jeunes de leur communauté. Les groupements de mères célibataires, une fois constitués et fonctionnels, peuvent devenir des membres à part entière de ces réseaux pour la promotion de la SSRAJ.

En septembre 2019, une identification et analyse du profil des mères célibataires a conduit à l'identification de 3679 mères célibataires. Sur la base de certains critères (notamment âge, volonté et disponibilité), 435 jeunes mères célibataires ont été invitées à des sessions de formation entre décembre 2019 et janvier 2020 pour les initier au montage de groupements

de solidarité et aux compétences à la vie courante avec un focus sur la SSR. Ainsi, le projet vise à encourager la réintégration socio-économique de ces jeunes femmes, étape indispensable pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de changement au sein des RSPSJ, notamment à travers leurs témoignages de vie au sein des écoles et communautés.

Les mères célibataires identifiées ont été encouragées à s'organiser en groupements de mères célibataires (GMC) leur permettant de développer ensemble des activités génératrices de revenus (élevage en coopérative, activités de couture…etc.) pour faciliter leur résilience, leur intégration psychosociale et qu'elles soient en mesure de jouer un rôle comme acteurs de changement et contribuer à l'amélioration des connaissances des jeunes sur les droits et la santé sexuelle et reproductive, à travers le partage de leur expérience de vie dans les écoles. Ces jeunes femmes représentent une catégorie sociale particulièrement concernée par la SSRAJ, que ce soit en tant que cible des interventions ou en tant qu'actrices. Les acteurs des réseaux sont conscients de leur potentiel impact sur le comportement social des jeunes en SSRAJ, à travers leurs témoignages et leurs conseils lors des activités du réseau.

L'expérience du projet SDSR avec les jeunes mères célibataires a montré que si elles sont en mesure de bien raconter leur histoire auprès d'autres jeunes, et des adultes de leur communauté et des leaders communautaires, ces mères célibataires peuvent faire évoluer positivement la perception à leur égard et contribuer à réduire les grossesses chez les adolescentes.

Ainsi, le témoignage de vie a un double avantage. D'une part, il permet aux jeunes filles de partager leurs expériences de vie en rapport avec les grossesses précoces non désirées de façon à « percuter » le public et faire évoluer sa compréhension, ses attitudes et ses comportements (adoption de comportements sans risque, diminution de la discrimination…etc.). D'autre part, cette capacité à s'exprimer de façon ciblée, structurée a aussi un impact positif dans sa vie en tant que jeune mère célibataire (résilience, confiance en soi, sentiment d'être utile, et facilite aussi les interactions avec l'entourage et la communauté car les techniques apprises en communication et gestion des émotions peuvent être utilisées dans la vie de tous les jours. Le projet encourage la réintégration socio-économique de ces jeunes femmes, étape indispensable pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de changement, notamment à travers leurs témoignages de vie au sein des écoles et communautés. Pour le moment, ces jeunes mères célibataires font des activités génératrices de revenu et s'entraide mutuellement.

Depuis que le projet accompagne ces groupements, un réel changement s'est opéré pour beaucoup de ces jeunes femmes, notamment la possibilité de reprendre leur scolarité, une réintégration sociale, une nette diminution de la stigmatisation à leur égard, l'amélioration de leur condition socio-économique. L'expérience du projet SDSR a permis de constater qu'elles ont des atouts dans l'éducation des autres jeunes par le témoignage de leur vécu. Toutefois pour arriver à cette étape, elles nécessitent un accompagnement pointu pour renforcer leur estime de soi et leur acceptabilité dans la communauté.

En définitive, l'accompagnement des GMC leur permet de retrouver leur place dans la communauté, d'avoir un statut social valorisé et de contribuer à augmenter la demande des services de SR par les jeunes, notamment la demande d'informations (services d'IEC/CCC) et à améliorer l'accès aux services pour les jeunes. La collaboration avec les groupements de mères célibataires va également pousser les centres de santé à prendre en compte les spécificités et les potentialités de ce groupe social.

Genre et suivi axé sur ls résultats

- Développement des outils de suivi et l'intégration de ces thèmes au système de suivi et évaluation
- Désagrégation des indicateurs du projet afin d'avoir les effets différentiés des interventions menées dans les approches soutenues par le projet SDSR sont faits systématiquement
- L'égalité des genres est abordée dans plusieurs dimensions de résultats : par exemple
-

<u>Indicateur 3 du module :</u>

50% des jeunes scolarisés et 40% des jeunes non scolarisés, des deux sexes (50% féminine, 50% masculin), ont une bonne connaissance des infections sexuellement transmissibles, du VIH / sida et de la violence basée sur le genre

Valeur initiale (2018) : dans les écoles en moyen 35 %, pour les jeunes non scolarisés 25 %
Valeur cible* (2023) : Les jeunes des deux sexes dans les écoles ont une moyenne de 50%, pour les jeunes qui ne vont pas à l'école 40%
Valeurs actuelles* (2020) : Les jeunes des deux sexes dans les écoles ont une moyenne de 33%, pour les jeunes qui ne vont pas à l'école 28%

Projet « renforcement des structures de santé, en particulier dans le domaine de la planification familiale et de la santé des droits sexuels et reproductifs au Burundi » (SDSR)

Résultat 3, Indicateur 3.2 :

Au moins 20 % des activités qui sont organisés par les réseaux s'adressent aux jeunes qui ne vont pas à l'école, aux personnes avec handicapes et aux membres de l'ethnie Batwa, et ils sont sensible au genre

Valeur initiale (2018) : 5%
Valeur cible* (2023) : 25%
Valeurs actuelles* (06/2021) : 23%

Coopération

La promotion de l'égalité de genre étant une tache collective, nous sommes en étroite collaboration avec les autres projets de la GIZ à travers leurs PFG par facilitation de notre PFG du Burundi. Approches, leçons tirées, questions et défis sont régulièrement discutés. L'échange régional est en train d'être intensifiée, mais la coordination avec les autres intervenants œuvrant dans le même domaine reste un défi.

Jeunes mères célibataires lors d'une réunion de leur groupement de solidarité, province de Muramvya, 2020

Projet « renforcement des structures de santé, en particulier dans le domaine de la planification familiale et de la santé des droits sexuels et reproductifs au Burundi » (SDSR)

Jeunes mères célibataires au Centre de Santé amis des jeunes de Rweza,2020